



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PAC

Question au Gouvernement n° 1648

Texte de la question

CRISE AGRICOLE

M. le président. La parole est à M. Claude Leteurre, pour le groupe Nouveau Centre.

M. Claude Leteurre. Monsieur le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, je suis désolé de vous importuner une nouvelle fois, mais nous connaissons votre engagement s'agissant des questions agricoles. L'actualité est, hélas ! rythmée par l'annonce de suicides dans de nombreuses entreprises privées. Mais on oublie, parce qu'ils sont disséminés, les suicides d'agriculteurs, jeunes et moins jeunes. (*" Très juste ! " sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) La cause en tient à l'impasse financière dans laquelle ils se trouvent : les prix de vente ne couvrent plus les charges et ne permettent plus de dégager le moindre salaire. Dans ces conditions, l'intervention très positive, hier, du Président de la République était bienvenue.

M. Jean-Louis Idiart. Fayot !

M. Claude Leteurre. Les mesures d'urgence d'aide à la trésorerie et aux emprunts sont des réponses adaptées : elles permettront aux exploitants de passer le cap de la crise, en particulier dans le secteur laitier. Mais c'est aussi l'avenir de notre agriculture qu'il faut repenser. Le Président de la République nous a fait part de son engagement sans faille pour défendre, auprès de l'Europe et de l'Organisation mondiale du commerce, une nouvelle régulation des marchés agricoles.

Monsieur le ministre, notre agriculture est à la croisée des chemins. Son avenir dépend de négociations internationales. La France devra imposer ses choix à ses partenaires européens. L'Europe devra contrecarrer la volonté de l'OMC de déréguler les marchés. Rien n'est donc encore acquis. Fidèle à son habitude de vous interpellier sur le sujet, le groupe Nouveau Centre vous demande si la France entend, dès le sommet européen qui doit se tenir demain à Bruxelles, mettre ses partenaires face à leurs responsabilités et engager la discussion sur les positions que défendra l'Europe au prochain sommet de l'OMC ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe NC.*)

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche*. Monsieur le député, l'avenir de l'agriculture française se joue, vous le savez bien, en Europe. Quelle politique européenne souhaitons-nous en la matière ?

M. Henri Jibrayel. Aucune !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation*. Avec le Président de la République et le Premier ministre, nous voulons une politique de régulation des marchés agricoles.

Contrairement à ce que j'entends dire ici ou là, c'est celle que nous avons mise en oeuvre pour le lait, en obtenant des résultats tangibles et concrets. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Philippe Plisson. Allez dire ça aux éleveurs !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation*. L'extension des périodes d'intervention du stockage privé, le déblocage de fonds européens et l'intervention sur le stockage public : ces résultats, obtenus au bout de trois mois de combats difficiles à l'échelle européenne, marquent notre volonté de réguler le marché du lait au niveau européen. Ce que nous avons fait pour le lait, nous voulons le faire pour tous les marchés agricoles.

M. Jérôme Cahuzac. Ça promet !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation*. Chacun doit avoir conscience de l'enjeu. Soit nous engageons

l'Europe, pour les dix, vingt ou trente années à venir, dans une politique agricole de concurrence exclusive par les prix, et nous ferons disparaître toute l'agriculture européenne, car nous ne serons jamais aussi compétitifs que l'Argentine, d'autres pays d'Amérique du Sud ou que la Nouvelle-Zélande pour le lait. Nous voulons défendre une agriculture qui serve l'environnement, qui garantisse la sécurité sanitaire, alimentaire, environnementale et l'aménagement du territoire, mais cela aura un prix : la régulation européenne des marchés, la préférence communautaire et la taxe carbone aux frontières. Telle est la position que défend le Premier ministre et que le Président de la République défendra demain, au Conseil européen, avec Mme Merkel. Telle est également la position que continuera de défendre de manière constante votre ministre de l'agriculture. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Claude Leteurre](#)

Circonscription : Calvados (3^e circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1648

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Alimentation, agriculture et pêche

Ministère attributaire : Alimentation, agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 octobre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 octobre 2009